

Acheteur public : **Agence de l'eau Seine-Normandie**

**Cahier des charges administratives particulières
(CCAP)**

Objet de la consultation 25-017: **Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant à l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour la certification et le contrôle légal des comptes 2025-2030**

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
5.1 Représentation des parties.....	3
5.1.1 Représentation de l'acheteur.....	3
5.1.2 Représentation du titulaire.....	3
5.2 Conditions d'exécution.....	4
5.2.1 Remplacement des intervenants	4
5.2.2 Moyens mis à disposition et lieux d'exécution.....	4
5.3 Obligations du titulaire.....	4
5.3.1 Obligation de conseil.....	4
5.3.2 Obligation d'information	5
5.3.3 Responsabilité du titulaire	5
5.3.4 Substitution pour défaillance du titulaire.....	5
5.4 Traitement de données à caractère personnel	5
5.5 Confidentialité et secret des affaires	5
5.6 Conflit d'intérêt	6
5.7 Clauses de réexamen	6
5.8 Constatation de l'exécution des prestations et admission	6
5.8.1 Contrôle.....	6
5.8.2 Opérations de vérification	6
5.8.3 Décision après vérifications	6
5.9 Pénalités	6
5.9.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	6
5.9.2 Plafonnement des pénalités	7
5.9.3 Seuil d'exonération des pénalités.....	7
ARTICLE 6 - REGIME FINANCIER.....	7
6.1 Forme et contenu des prix	7
6.2 Variation des prix.....	7
6.3 Avances.....	8
6.4 Modalités financières	8
6.4.1 Répartition des paiements.....	8
6.4.2 Retenue de garantie et cautionnement	8
6.4.3 Intérêts moratoires.....	8
6.5 Modalités de facturation.....	9
6.5.1 Mentions obligatoires.....	9
6.5.2 Taux de TVA	10
6.5.3 Monnaie	10
6.5.4 Transmission des factures.....	10
6.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	10
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
7.1 Langue	11
7.2 Sous-traitance.....	11
7.3 Assurances	12
7.4 Autres obligations administratives	12
7.5 Résiliation	13
7.6 Différends	13
7.7 Litiges et contentieux	13
ARTICLE 8 - DEROGATIONS.....	14

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent marché est porté par :
Agence de l'eau Seine-Normandie
12 rue de l'Industrie
CS 80148
92416 COURBEVOIE CEDEX
Siret : 187 500 095 00166
Tél : 01 41 20 16 00

Elle est représentée par sa Directrice générale.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant pour une mission de contrôle légal et de certification des comptes de l'agence de l'eau Seine-Normandie portant sur les exercices 2025 à 2030 (inclus).

Article 3 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché débute à sa notification et prend fin à la réception par l'agence de la dernière prestation.

Il s'étend de l'exercice comptable 2025 à celui de 2030 (inclus).

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et l'annexe prix
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé le 30 mars 2021
- le mémoire technique du titulaire
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Représentation des parties

5.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché : ainsi, en dehors du comité de suivi (article 4 du CCTP) et pour faciliter le bon déroulement des entretiens d'audit sur site, un interlocuteur sera désigné au lancement du marché, pour l'agence comptable et un pour l'ordonnateur.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

5.1.2 Représentation du titulaire

La bonne exécution des prestations du présent marché et de ses dispositions dépend essentiellement de l'expertise du titulaire et de :

- la personne qui se trouve nommément désignée par le titulaire dans son offre pour conduire les prestations,
- la conformité des autres intervenants aux profils types déposés par le titulaire dans son offre technique.

Les dispositions de l'article 3.4.1 du C.C.A.G / FCS s'appliquent à ces deux exigences.

En cas de changement d'un membre de l'équipe désignée, le titulaire s'engage à notifier à l'agence, le nom, la qualité, la formation et l'expérience de celui-ci (dans le domaine de la certification des comptes, notamment l'expérience de certification des comptes d'établissements publics administratifs soumis au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et ses fonctions) quinze jours avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du marché.

5.2 Conditions d'exécution

5.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En cas de changement d'intervenant, la période de recouvrement minimale doit être de quinze jours pour la personne chargée par le titulaire de conduire les prestations et d'une semaine pour les autres membres de l'équipe du titulaire.

Le nouvel intervenant de l'équipe du titulaire est considéré comme accepté si l'agence ne le récusé pas pendant la période de recouvrement. La récusation d'un remplaçant par l'agence doit être dûment motivée.

Si l'agence récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'agence. Le titulaire doit à nouveau prévoir une période de recouvrement avec la personne à remplacer, selon la durée mentionnée ci-dessus.

A défaut du respect des dispositions ci-dessus, ou si le nouvel intervenant de l'équipe du titulaire est récusé par l'agence deux fois successives, le marché peut être résilié aux torts du titulaire selon les dispositions prévues à l'article 7.5 du CCAP.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.2.2 Moyens mis à disposition et lieux d'exécution

Les prestations d'audit sont réalisées dans les locaux de l'agence de l'eau Seine Normandie et essentiellement à son siège (Courbevoie). Si le titulaire le juge nécessaire en fonction du périmètre d'audit ou à la demande de l'agence afin que tout ou partie des acteurs financiers décrits à l'article 2.2 du CCTP soient audités, le titulaire peut conduire d'autres vérifications dans les autres locaux de l'agence : Châlons-en-Champagne, Compiègne, Hérouville-Saint-Clair, Rouen et Sens.

L'agence met temporairement un bureau sur le site de Courbevoie à la disposition du titulaire avec un accès à l'intranet de l'agence et aux outils bureautiques classiques (word, excel, powerpoint, internet).

5.3 Obligations du titulaire

5.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ... potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

5.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.3.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

5.3.4 Substitution pour défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, le suppléant mentionné par le titulaire au sein de son mémoire technique se substitue à lui dans les plus brefs délais.

5.4 Traitement de données à caractère personnel

Les prestations du présent marché impliquent un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Responsable de traitement (Agence de l'eau Seine-Normandie). A cet effet, il sera procédé à la signature d'une convention/contrat RGPD, à la suite de la notification du marché, afin de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément au CCAG FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par les pièces particulières du marché.

5.5 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

5.6 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

5.7 Clauses de réexamen

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG FCS, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

5.8 Constatation de l'exécution des prestations et admission

5.8.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG FCS.

5.8.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG FCS.

5.8.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG FCS, notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

5.9 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

5.9.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

La signification des symboles utilisés est la suivante :

P = montant de la pénalité

R= nombre de jours de retard

V= valeur pénalisée; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou exceptionnellement à l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

5.9.2 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

5.9.3 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 6 - REGIME FINANCIER

6.1 Forme et contenu des prix

Les prix du présent marché sont des prix forfaitaires.

Les éventuels frais liés aux déplacements du titulaire sont inclus dans le prix forfaitaire des étapes 1 à 3 dès lors que les interventions ont lieu sur le site de Courbevoie. Les frais occasionnés par les interventions ayant lieu sur un autre site que celui de Courbevoie sont pris en charge par l'agence sur la base d'un montant forfaitaire indiqué dans l'annexe prix annexée à l'acte d'engagement.

6.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes jusqu'au 31/12/2026.

Ils peuvent ensuite être révisés annuellement, au 1^{er} janvier, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(0,15 + 0,85 \frac{N}{N_0} \right)$$

Où :

P : prix révisé à la date de révision des prix

P₀ : prix fixé dans l'annexe prix

N : valeur de l'indice Syntec publié au Moniteur des travaux publics le mois de la date limite de remise des offres du marché

N₀ : dernière valeur connue à la date de révision des prix de l'indice Syntec à la date de révision des prix, publié au Moniteur des travaux publics.

Le coefficient de révision comporte quatre décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé comporte deux décimales.

Le titulaire fournit à l'Agence les prix révisés dans les 15 jours suivant la date de révision des prix.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

6.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

6.4 Modalités financières

6.4.1 Répartition des paiements

7.4.1.1 Acomptes

La périodicité des acomptes est trimestrielle selon l'état d'avancement des prestations.

Les acomptes peuvent également être versés mensuellement à la demande du titulaire si ce dernier est une PME selon l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le versement des acomptes peut être positionné à chaque étape d'un cycle annuel.

Les acomptes sont calculés après réception des prestations réellement exécutées au titre de chaque étape (livrables en version 2, postérieurs au comité de suivi) et après déduction des réfections et pénalités éventuelles.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

7.4.1.1 Solde

Les sommes restant dues au titre du marché sont versées après admission des prestations.

6.4.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

6.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

6.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

6.5.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- la dénomination précise des prestations réalisées
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires
- le détail des calculs, avec justificatifs à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues
- les pénalités éventuelles pour retard
- les avances à rembourser
- le montant de la TVA
- le montant TTC

-le cas échéant, les modalités particulières de règlement

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

6.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

6.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 7 - DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

7.2 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-

traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

7.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

7.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

7.5 Résiliation

Par dérogation au chapitre 7 du CCAG FCS, les dispositions particulières applicables aux commissaires aux comptes, notamment celles issues des articles L.823-6 et suivants du code de commerce s'appliquent. En cas de résiliation du marché par l'agence dans les conditions prévues à l'article 823-7 code commerce (faute ou empêchement), aucune indemnité ne sera due.

7.6 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

7.7 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy Pontoise.

Article 8 - Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG FCS :

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé
5.7	23.2
5.9	14.1.1 alinéa 1
5.9.1	14.1.1 dernier alinéa
5.9.3	14.1.3
6.2	10.2.4
7.5	38 à 45